

Rappel :

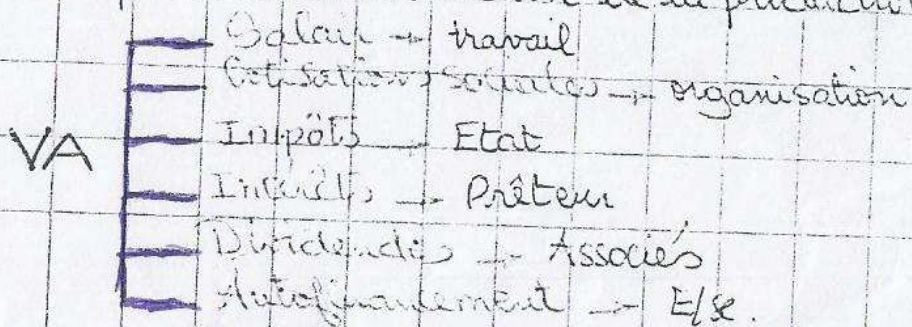
La VA est la richesse nouvelle créée par l'E/se grâce aux opérations de transformation, d'assemblage effectués sur les biens intermédiaires. La VA exprime l'apport d'une E/se à la Nation.

$$VA = \text{Production (CA)} - \text{Consommation intermédiaire}$$

On ne doit pas assimiler la VA au bénéfice (CA - totalité des charges) car la consommation intermédiaire n'est pas la totalité des charges. La consommation intermédiaire (CI) est composée des achats d'exploitation :

- Matières premières, loyer, électricité, services de publicité, de comptabilité, transport ... etc
Les autres charges d'exploitation (revenus versés) sont assurées à partir de la valeur ajoutée.

En effet la VA rémunère tous les agents qui ont participé à la réalisation de la production de l'E/se.



L'autofinancement est essentiellement composé des bénéfices non distribués et des provisions et amortissement.

Une action est un titre de participation au Capital de l'E/se (titre de propriété). L'actionnaire est un copropriétaire de l'E/se. Il a le droit de participer à la gestion de l'E/se : (c'est un droit formel ~~و لكن~~ qui ne bénéficie qu'aux grands fonctionnaires). L'action est rémunérée par une dividende dont le montant est la fonction du résultat de l'E/se et de la part distribuée du bénéfice.

Une obligation est un titre de prêt à l'E/se (titre de créance). L'obligataire est un prêteur, il ne peut participer à la gestion. L'obligation est rémunérée par un intérêt fixe. La répartition de la VA présentée ci-dessus est une répartition fonctionnaire (à chacun selon sa fonction) généralement cette répartition est inégalitaire d'où deux principaux risques :

- un risque économique : insuffisance de la demande.
- un risque socio-politique : Soulèvement et instabilité politique.

L'Etat réagit par une seconde répartition appelée Répartition personnelle (à chacun selon sa situation):
Allocations familiales, Bourses d'étude, indemnité de chômage.

Contrairement à la Microéconomie qui s'intéresse aux unités élémentaires de l'activité économique (une E/se, une consommation, un revenu...)

La Macroéconomie concerne les mécanismes économiques globaux ainsi que l'interaction entre les grandeurs économiques globales.

La macroéconomie analyse donc l'activité économique à l'échelle globale : mondiale ou nationale.

Alors que la microéconomie est une approche abstraite (ne peut guider une action économique)

La macroéconomie est une approche opérationnelle elle peut servir de base à une action économique.

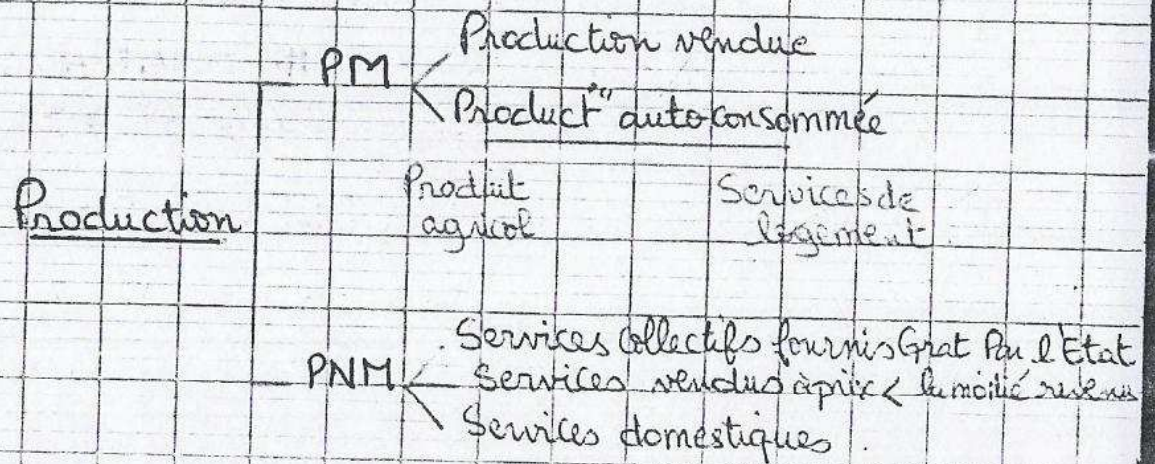
* Chapitre 1 : Les grandes fonctions économiques

L'activité économique est un ensemble de trois grandes fonctions : la production, la répartition, les dépenses (consommation^o, investissement^e).

Section 1 : La production

La production est un ensemble d'opération, de transformation et d'assemblage de biens intermédiaires en vue de réaliser des biens et des services destinés à la vente ou à être offerts gratuitement on distingue donc la production marchande et la production non marchande (PM ; PNM). On peut se contenter de dire que la PM est celle qui est ^{vendue} et que la PNM est offerte gratuitement.

Cependant les économistes affinent l'analyse par la présentation suivante :



- Les services domestiques sont produits et auto-consommés par les ménages mais figurent dans PNM parcequ'elles ne peuvent être vendues.
- Entre les deux productions la PM et la PNM il y a des relations d'interdépendance. En effet le développement de la PNM permet le développement de la PM (la construction d'une route supplémentaire permet aux Ete d'élargir leurs marché et de produire de plus). Le développement de la PM se traduit par des impôts supplémentaires versées à l'Etat ce qui permet de mieux financer la PNM.

La PNM pose le problème de son évaluation puisqu'elle n'est pas vendue. Au départ on a penser l'évaluer par la somme des impôts

perçues par l'Etat mais trois obstacles se sont dressés face à cette solution :

- Les impôts ne sont pas entièrement utilisés pour la réalisation de la PNM.

- Il n'y a pas d'équivalence au niveau de chaque individu entre les impôts payés et les services collectifs reçus.

- Le prix est libre, les impôts sont obligatoires. On ne peut donc considérer que l'impôt est le prix de la PNM.

- La solution finalement adoptée est d'évaluer la PNM par son prix de revient (coût de production)

PNM = Salaires publics + achats de biens de fonctionnement

* Dans la réalité les bénéficiaires de la PNM sont principalement les ménages et les E/se. Il est cependant impossible de déterminer la part qui va aux ménages et la part qui va aux E/se, c'est ainsi que par fiction comptable on suppose que la PNM est totalement autoconsommée par les administrations publiques.

I - Les agents des deux productions :

Il s'agit de connaître quels sont les producteurs de la PM et PNM. Un agent économique est un centre de décision. En Comptabilité nationale on utilise l'expression "Secteur institutionnel".

Les principaux agents économiques nationaux sont : Les ménages, les E/S, les administrations publiques (Etat)

A - Les ménages :

Un ménage est une unité de consommation, c'est un ensemble d'individus dont la consommation est assurée à partir d'un revenu commun.

La fonction principale des ménages est la consommation ils assurent d'autres fonctions dont :

La production des services de logement (PM) ;
les services domestiques (PNM).

B - Les AP :

On distingue les administrations publiques qui ont une activité de production (université) ministère arrondissement de police, mosquée ; et les administrations publiques de redistribution (caisse sociale, retraite...). Comme l'objet de nos études on s'intéressera aux administrations de la production.

question \Rightarrow la production des AP interne
uniquement au production ^{non} marchande ?

\Rightarrow Non, car certains administrations réalisent
à côté de leur production NM, une PM à but
lucratif. exemple : service de publicité vendue
par la télé publique ; Masters payants à la
faculté.

?

$$VA = \text{Product}'' - CI$$

PNM = Salaires publiques + achats publiques

$$PNM/aj = \sum \text{Salaires publiques}$$

On déduit de ce qui précède que la VA de l'Etat
est égale aux salaires publiques.

La privatisation est le fait de céder les Eise
publiques au secteur privé ; la privatisation
est motivée par deux principaux facteurs :

- Soulager le budget de l'Etat des dépenses
occasionnées par les pertes des AP.

- La gestion privée est plus efficace que la gestion
publique

question \Rightarrow Certains AP peuvent-elles faire l'objet
d'une privatisat'' ?!

⇒ Certains AP ne peuvent être privatisées, celles qui incombent à l'Etat (ministère, police, parlement).
Par contre les administrat^{ns} dont l'activité est assurée aussi par le secteur privé sont privatisables (Facultés, hôpitaux).

C. Les E/S

Elles sont les agents de la PM. Il s'agit aussi bien des E/S privées que des E/S publiques.
(les deux ont une productⁿ marchande avec but lucratif motivation par le profit).

question ⇒ Donnez la différence entre une AP et une E/S publique ?!

⇒ tous les deux appartiennent à l'Etat ;
la nature de production < E/S Publique : PM
AP : PNM

question ⇒ Est-ce que les E/S publiques réalisent une PNM ?!

⇒ Oui, mais juste pour montrer la citoyenneté (mécénat).

II - Les Facteurs de production :

Il s'agit de ressources mises en œuvre par les producteurs pour réaliser la production.

Il s'agit du Facteur Travail et Facteur Capital.

A - Facteur Travail :

Le Facteur Travail pour une nation est l'ensemble des travailleurs (nombre de travailleurs, journées, heures) dont dispose le pays, c'est ce qu'on appelle couramment "Population active".

La population active est composée des individus ayant l'âge de travailler (15-64 ans), qui travaillent ou ils sont à la recherche de travail.

question → Comment expliquer que la pop active en France est moitié or qu'au Maroc $\frac{1}{3}$ de la pop totale ?

→ La jeunesse de pop du Maroc, Pop adulte en France.

- L'attitude de la femme au travail au Maroc est négative or qu'à la France le contraire.

- Les flux humains :

- Maroc → émigration
- France → immigration

Le nombre des actifs dans un pays dépend de plusieurs facteurs socioéconomiques :

- Le degré de jeunesse de la pop (plus la pop est jeune, moins est la pop active est nombreuse)
- L'attitude de la femme
- Des flux migratoires.
- La durée des études.
- Le nombre de chômeurs découragés (ceux qui cherchent plus d'emploi et qui ne sont donc plus de la pop active).

La pop active n'est pas généralement pleinement utilisée. cela s'explique par deux phénomènes économiques :

- Le sous-emploi et le chômage.

A.1. Le sous-emploi :

Il concerne les individus qui travaillent mais qui sont peu ou mal employés :

- peu employés* {
- Les travailleurs saisonniers (notamment dans l'agriculture et le tourisme)
 - Les travailleurs à mi-temps.

mal

employé

- Travailleurs affectés à des postes qui ne correspondent pas à leurs qualifications.

- Les chômeurs déguisés : un chômeur déguisé est un individu qui travaille mais lorsqu'il est retiré de son poste, la P^ome change pas.

Le chômage déguisé est très fréquent dans l'administration publique (notamment au Maroc) il existe de l'E/se publique alors qu'il est inexistant dans l'E/se privée en raison de la rationalité de la gestion.

A.2 - Le chômage :

un chômeur est un individu qui ne travaille pas et qui est à la recherche d'un emploi durable et rémunéré.

C'est une définition restrictive : elle limite le nombre de chômeurs ; car elle comporte plusieurs conditions pour qu'un individu soit comme chômeur.

Aujourd'hui le chômage est certainement le principal problème économique auquel les Etats sont confrontés.

On le mesure par un rapport appelé le taux du chômage :

$$\text{taux de chômage} = \frac{\text{nombre de chômeurs}}{\text{pop active}} \times 100$$

plusieurs facteurs Socioéconomique expliquent le chômage :

1/ le chômage d'inadéquation : Il résulte de l'absence d'une correspondance entre l'offre et la demande du travail sur le plan géographique et celui des qualifications. Il se traduit par l'existence d'une offre et d'une demande de travail toutes les deux insatisfaite. Ce type de chômage existe dans tous les pays mais il est plus fréquent dans les PED.

Le travailleur offre le travail ou demande l'emploi.

2/ le chômage conjoncturel : c'est un chômage qui résulte d'un ralentissement de l'activité économique. Ce ralentissement est lui même dû à un essoufflement de

la demande. Les E/s réagissent à la baisse de la demande par la baisse de la P^o et le renvoi d'une partie de travailleurs.

Le chômage conjoncturel s'accompagne d'une sous utilisation de l'équipement.

On appelle généralement ce chômage ; le chômage Keynésien ; ainsi le chômage conjoncturel s'explique essentiellement par une insuffisance de demande.

3/ le chômage structurel. c'est un chômage durable presque permanent qui est en rapport avec les insuffisances profondes du pays :

- Faibles d'intégralisation, faibles infrastructures, investissement insuffisant et forte croissance démographique. En effet si par ex la croissance démographique donne chaque année 200 000 travailleurs supplémentaires alors que la croissance économique ne fournit que 50 000 emplois supplémentaires, l'économie nationale montrera un déficit de 150 000 emplois chaque année.

Cela accroît le chômage structurel.

On peut ainsi dire que le chômage structurel

s'explique par une insuffisance d'équipement (on a pas suffisamment investi par rapport à la croissance économique)

question \rightarrow des deux chomages conjoncturels et structurels peuvent-ils co-exister ?!

\rightarrow Oui, car dans certains économies nationales on relève l'absence de certains secteurs producteurs d'où l'existence d'un chômage structurel ; Les secteurs existants peuvent ne pas utiliser totalement leurs équipements (insuffisance de la demande) d'où l'existence d'un chômage conjoncturel

4. Le chômage technologique. Il résulte de la substitution de la machine à l'homme. Il prend une grande ampleur (taille) dans les périodes de progrès technique rapide (notre époque par ex). Ce type de chômage est très important dans les pays développés sans épargner les PED, existence d'un secteur moderne utilisant des moyens technique sophistiqués.

Les économistes estiment que la machine qui remplace l'homme peut contribuer à créer un emploi grâce à un mécanisme de compensation qui est le suivant :

Investissement des équipements \Rightarrow \uparrow de la productivité \Rightarrow \downarrow du prix de revient \Rightarrow \uparrow du prix de vente \Rightarrow \uparrow de la demande \Rightarrow

\uparrow de la production

\uparrow des achats de matières premières

\uparrow de la production des Matières premières

\uparrow de l'emploi

Même lorsque ce mécanisme se réalise il n'est que partiel (la compensation n'est pas totale)

5/ Le chômage volontaire : Il s'agit des individus qui refusent de travailler considérant que le salaire qu'on leur propose est inférieur à ce qu'ils méritent (ou leurs expériences, leurs savoir-faire...). Il faut reconnaître que ces individus se permettent de ne pas travailler parcequ'ils sont pris en charge par leurs familles ou parcequ'ils ont constitué une épargne au paravant.

Le chômage a des conséquences économiques, financières et sociales :

- Conséquence économique : insuffisance de la demande ce qui ralentit l'activité économique et occasionne encore plus de chômage. En plus la confiance dans une économie nationale diminue lorsque le chômage augmente (baisse des investissements étrangers par ex.).
- Conséquence financières : baisse des recettes fiscales (Etat) en raison de la baisse

de l'impôt sur le revenu (avec l'accroissement de chômage le nombre de contribuables diminue). D'un autre côté les dépenses de l'Etat augmentent (indemnités des chômeurs).

- Conséquences sociales: accroissement de la criminalité, trafic de drogue, Prostitution, troubles sociaux, instabilité politique, déchirement familial.

B. Facteur Capital

Sur le plan financier le Capital est l'ensemble des fonds engagés par les E/se pour réaliser la P^{re}. C'est ce qu'on appelle le Capital permanent, ce dernier est composé des fonds propres (apports des associés) et des dettes à LT.

Capital permanent = Capital propre + dettes à LT

Une E/se est dite sous capitalisée lorsque les dettes à LT représentent un pourcentage

élévé dans son capital permanent.

Sur le plan physique on distingue le capital fixe et le capital circulant.

1/ Le Capital fixe : Il s'agit des bâtiments, des machines, des outillages et des moyens de transport. C'est ce qu'on appelle généralement l'équipement. Le qualificatif fixe ne signifie pas une immobilité physique, il signifie plutôt que l'argent investi dans l'équipement est récupéré dans une longue période progressivement et partiellement à la fin de chaque cycle de P^o .

Un cycle de P^o est l'intervalle de temps entre le moment où la P^o commence et le moment où la P^o est vendue.

2/ Le Capital circulant : c'est la fraction du Capital utilisé pour acheter la matière ^{ières} et pour payer les salaires. Cette fraction est totalement récupérée à la fin du cycle de P^o pour être réutilisée le cycle suivant ce qui explique le sens du qualificatif.

circulant.

Section 2 : la Répartition

c'est une opération qui se positionne entre la P^o et la consommation.

Elle joue un rôle essentiel dans le déroulement de l'activité économique. En effet lorsqu'elle est inégalitaire elle se traduit par une insuffisance de la demande ce qui ralentit l'activité économique.

On distingue les revenus produits et les revenus de transfert.

I - Les revenus produits

Se sont les revenus qui rémunèrent la participation à la P^o , elles sont perçus en contre partie de la contribution à la P^o . Il s'agit du salaire de l'intérêt et du profit.

A - Les Salaires

C'est un flux monétaire relativement fixe et périodique c'est un revenu pur puisqu'il est déterminé par

l'évolution de l'offre et de la demande sur le marché de travail c'est un revenu protégé puisque pour des raisons économiques et sociales l'Etat fixe des salaires minimums que les employeurs sont obligés de respecter.

B. l'intérêt :

c'est le revenu est le revenu des individus qui disposent des capitaux et qui le prête. Il est calculé par un pourcentage du capital prêté, appelé taux d'intérêt, généralement l'intérêt n'est pas un revenu protégé mais il arrive que l'Etat fixe un taux maximum pour protéger les emprunteurs.

On distingue le taux d'intérêt nominal (celui auquel le capital est prêté) et le taux d'intérêt réel = $\text{taux d'intérêt nominal} - \text{taux d'inflation}$

Donc le taux d'intérêt réel peut être négatif

C. de profit

C'est la différence entre le prix de vente (CA) et la somme des dépenses de l'Ese (prix de revient).

Contrairement au salaire et à l'intérêt qui sont des revenus primaires

contractuels (déterminés à l'avance)

le profit est un revenu résiduel (restant)

- Donc aléatoire. Le profit est la principale motivation de l'activité économique

La recherche d'un profit maximum se traduit par une gestion rationnelle :

(inexistence de gaspillage) c'est peut-être ici l'une des explications de l'effondrement du bloc socialiste en 1989

II - Revenus de transfert :

Ce sont des revenus qui ne rémunèrent pas une participation à la P^o , ils sont perçus sans contribuer à la réalisation de P^o .

On distingue :

1. des revenus sociaux de transfert :

Se sont des revenus d'assistance versés par les organismes sociaux aux ménages dont les revenus produits sont faibles. En effet il y a affectue des prélèvements (impôt + cotisation) sur toutes les E/se et ménages et accord des prestations à certains ménages : allocations familiales, allocations, prises en charges des frais, Bourses pour les étudiants médicaux.

La redistribution des revenus (répartition personnelle).

2. transfert des travailleurs à l'étranger :

Les travailleurs marocains à l'étranger transfèrent une partie de leur revenu produit à leurs familles au Maroc, pour ces familles le revenu constitue une rentrée d'argent qui ne rémunère pas une participation à la P^o, il s'agit donc d'un revenu de transfert.

3. des recettes fiscales :

elles sont considérées comme des revenus de transfert puisqu'on suppose dans la comptabilité nationale que l'Etat n'a pas participé à la P^{re} des E/s et des ménages.

On distingue le revenu nominal et réel :

Le revenu nominal est une quantité d'unité monétaire, or que le revenu réel est la

quantité de bien et service que l'on peut acheter avec le revenu nominal. ainsi

lorsque les prix augmentent plus vite que le revenu nominal le revenu réel diminue.

(revenu nominal augment de 20%

les prix augmentent de 25%

$$\frac{120}{125} \times 100 = 96\%$$

Le revenu réel a baissé de 4%.)

Section 3 : la dépense
elle est composée de la consommation et de
l'investissement

I la consommation :

est l'acte de satisfaction des besoins,
c'est l'acte de destruction des biens,
cette destruction est soit immédiate :

(biens d'alimentation) soit durable
(biens d'habillement)

La consommation assure un rôle déterminant
dans l'évolution de l'activité économique.
Une augmentation de la consommation d'un
pays stimule la P^o, l'investissement et
l'emploi et améliore le déroulement de
l'activité économique.

L'économiste Allmand Engen a démontré
à travers des études concernant la consommation
des ménages que au fur et à mesure que
le revenu augmente la part des biens
d'alimentation dans la consommation des
ménages diminue : moins de 10% dans
les pays développés aujourd'hui, plus

de 50% dans les PEVD

Il y a donc une relation inverse entre le PNB par habitant et la part des biens d'alimentat[°] dans la consommat[°] des ménages. Engen distingue 3 catégories de dépense :

- Les dépenses d'alimentation, leur consommat[°] augmente moins vite que le revenu ($\Delta C < \Delta R$)
- Les dépenses de logement et d'habillement, leur consommat[°] varie presque dans le même rythme du revenu ($\Delta C = \Delta R$)
- Les dépenses de culture, loisirs, de santé, hygiène, de transport ... ; leur consommat[°] varie plus vite que le revenu ($\Delta C > \Delta R$)

On distingue deux consommations : la consommat[°] des ménages ou l'appelle aussi consommation finale ou privée.

La consommation de l'Etat appelée consommat[°] publique.

Consommation publique = Salaire + achats publics de biens de fonctionnement

Donc la consommation publique est égale à la P° non marchande de l'Etat.

La consommation des E/se n'est pas prise en compte parce qu'elle est intermédiaire (Transformation et assemblage et non destruct[°])

II. L'investissement :

Dans le sens courant du terme l'investissement est toute dépense à travers laquelle on cherche à réaliser un gain.

Au niveau économique et au sens strict l'investissement est l'acquisition du Matériel (installation de l'équipement, création de nouvel usine, construction d'une route ou d'un immeuble ...) Au sens large on ajoute la variation des stocks, comme la consommation l'investissement est un moteur essentiel dans l'activité économique. Depuis la seconde guerre mondiale les pays du Sud qui ont le mieux réussi économiquement sont ceux qui ont le plus investi (aux dont le taux d'investissement est élevé)

$$\text{Taux de l'investissement} = \frac{\text{Investissement}}{\text{PIB}} \times 100$$

Il est évident que les trois agents (Ménages, E/s et Etat) investissent. Pour les ménages il s'agit essentiellement des investissements de logement, pour les E/s les investissements productifs (création d'E/s agricole, commerciale, industrielle et financière) Pour l'Etat il s'agit d'investissement public nettement les infrastructures...

question \Rightarrow Les E/s réalisent-elle des investissements d'infrastructure ?!

Oui, il existe des E/s qui réalisent des investissements d'infrastructures : les gares, les tunnels et les ponts construits par ONCF les Aéroports, les E/s privées, les autoroutes

question \Rightarrow quelle est la différence entre les infrastructures réalisés par les E/s et celles réalisées par l'Etat ?!

Les infrastructures réalisées par les E/Se ont un caractère marchand, elles ont un but lucratif, les infrastructures réalisées par l'Etat ont un caractère non marchand. Elles n'ont pas un but lucratif (servir l'intérêt général).

question \rightarrow Pourquoi les infrastructures marchandes sont-elles réalisées principalement par les E/Se publiques?

Les investissements d'infrastructures sont lourds, les E/Se publiques disposent de fonds importants et bénéficient de l'aide de l'Etat.

On distingue plusieurs types d'investissement:

1/ Investissement de remplacement -
" d'extension "

- L'investissement de remplacement est le renouvellement des équipements usés (vieillesse physique) et des équipements démodés (vieillesse technologique ou obsolescence).

On renouvelle un matériel usé pour éviter les frais de réparation et d'entretien.

On renouvelle un matériel obsolète pour faire face à la concurrence.

L'investissement d'extension est l'installation d'un équipement supplémentaire, c'est l'accroissement du volume de l'équipement.

Soit une E/S de transport qui tournait avec 100 cars. Les dirigeants achètent 30 cars neufs et la société commence à fonctionner

avec 130 cars. En effet sur les 30 cars neufs, 20 remplacent des cars usés et 10 augmentent la capacité de P^o de l'E/S :

30 est un investissement brut, 10 est un investissement net. Donc :

$$\begin{array}{lcl} \text{investissement} & = & \text{investissement} + \text{investissement} \\ \text{Brut} & & \text{de remplacement} \quad \text{d'extension} \\ & & \quad \quad \quad \text{(net)} \end{array}$$

2. Investissement de capacité - investissement de productivité :

Investissement de capacité est l'investissement d'extension (accroissement du volume de l'équipement)

Investissement de productivité est la modernisation de l'équipement (installation d'équipement plus sophistiqué)

question \Rightarrow analyser l'impact de l'investissement sur le chômage ?

L'investissement de capacité réduit le chômage structurel (chômage qui s'explique par l'insuffisance de l'équipement) l'investissement de productivité augmente le chômage technologique (puisque il y a substitution de la machine à l'homme)

Chapitre 2: Le circuit économique

Le circuit économique est un schéma qui retrace les relations entre les différents agents économiques. Ces relations sont en fait des flux économiques. Un flux économique est le déplacement d'une grandeur économique d'un agent vers un autre. Généralement à l'occasion d'un flux réel il y a un flux monétaire. ex: travail contre salaire, réception d'une m/se contre paiement.

Section 1: Les agents économiques Nationaux

Il s'agit des Ménages, des E/se et AP (Etat)

I - Les Ménages:

On sait que leur fonction principale est la consommation. Ils assurent d'autres fonctions: la production, l'investissement et l'épargne.

A. l'épargne :

l'épargne est un acte de renonciation.

l'épargne réponds à un objectif de sécurité (être en mesure de faire face aux aléas du futur) et à une volonté d'enrichissement être en mesure de procéder à des investissements.

l'épargne nationale (la somme des épargnes des 3 agents) permet au pays de financer ses besoins d'investissement.

En effet l'insuffisance de l'épargne nationale se traduit par l'insuffisance des capitaux ce qui réduit les possibilités d'investissement et ralentit l'activité économique.

l'épargne des ménages est l'excès de leur revenu disponible sur leur consommation finale.

$$E_{\text{ménages}} = \text{Revenu disponible} - \text{Consommation finale}$$

Le revenu disponible est le revenu net de tout prélèvement, revenu que l'on peut consacrer à la C^o et à l'épargne.

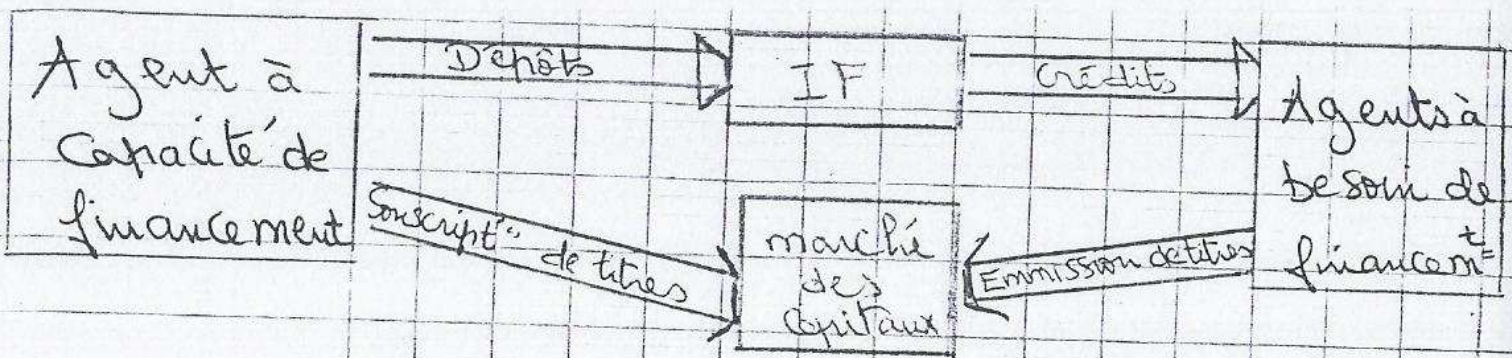
$$\text{Revenu disponible} = \Sigma \text{revenu produits} + \text{Revenus de transfert (sociaux, étranger)} - (\text{impôts} + \text{cotisations sociales (prélèvement)})$$

B. La situation financière des ménages
 La situation financière d'un agent est déterminée par une comparaison entre son épargne et son investissement.

En effet les agents économiques peuvent enregistrer soit une capacité de financement - soit un besoin de financement. Ils ont une capacité de financement lorsque leur épargne > investissement. Si par contre leur épargne < investissement ils ont un besoin de financement.

Le groupe Ménage enregistre en général une capacité de financement puisque la somme des investissements des ménages < à la somme de leur épargne.
 Capacité de financement :

$$\text{Situation financière des ménages} = S_{\text{des ménages}} + \text{aide à la construct.} - \text{investissement des ménages} > 0$$



* Agent à besoin de financement.

Ce schéma nous explique que les agents excédentaires effectuent auprès des banques des dépôts et les dernières accordent des prêts aux agents à besoin de financement. D'un autre côté les ABF* émettent des titres sur les marchés de capitaux, titres que les agents excédentaires achètent pour fournir ainsi leur capacité aux agents déficitaires.

II - Les E/se:

Le groupe E/se comprend aussi bien les E/se Privées que Publiques. On sait que la fonct° principale des E/se est la P° mais elles ont des fonct° d'épargne et d'investissement.

A - L'épargne des E/se.

augne. elle est essentiellement composée des bénéfices non distribués aux actionnaires :

* $S_{E/se}$ = Revenu disponible des E/se

Parce que les E/se n'ont pas de consommation finale mais consommation intermédiaire.

$$S_{E/se} = P^0 (PIB_{(VA)} \text{ marchand}) + \text{Subvent}^{\text{e}} \text{ d'exploitat}^{\text{e}} - (\text{Salair} + RNS + \text{impôts})$$

en us non -
laires aux
endes +
iétés)

Les subventions d'exploitat^e sont composées des subventions suivantes :

1) Les subventions à la consommation : elles sont versées aux E/se qui produisent des biens de première nécessité pour réduire le prix à la consommation. elles augmentent le pouvoir d'achat (le revenu réel) des ménages.

2) Les subventions à la p^e : elles sont versées aux producteurs dont les activités sont

* القارة
الافريقية

essentielles pour l'économie nationale mais qui sont faiblement rémunératrices (ex: l'agriculture).

3) Les subventions à l'exportation: elles sont versées aux E/se exportatrices puisqu'elles deviennent plus compétitives sur le marché international. Elles sont interdites par l'OMC parcequ'elles génèrent une concurrence déloyale.

B. La situation financière des E/se:
Contrairement aux ménages, le secteur des E/se enregistre un besoin de financement. En effet malgré l'importance de leur épargne les E/se investissent beaucoup et n'arrivent pas à financer leur investissement par leur propres moyens. Elles sont donc obligées de recourir aux emprunts bancaires et à l'émission de titres :

$$SF \text{ des E/se} = \underset{\text{E/se}}{\text{Epargne des}} + \underset{\text{d'équipement}}{\text{Subvention}} - \underset{\text{des E/se}}{\text{investissement}} < 0$$

III - Les AP (Etat)

Leur P^{re} principale est celle des services collectifs comme les ménages et les E/se elles ont aussi des fonct^{ns} d'épargne et d'investissement.

A - L'épargne publique (Etat).

Elle exprime l'excès du RDP sur la CP

$$\begin{aligned} \text{RDP} &= \text{Recettes fiscales} + \text{Les recettes domaniales} \\ &+ \text{bénéfices des E/se} + \text{Cotisat^{ns} sociales} + \dots \\ &\quad \text{publiques} \\ &- (\text{Subvent^{ns} d'exploitat^{ns}} + \text{Revenu sociaux} \\ &\quad \text{de transfert}) \end{aligned}$$

$$\text{CP} = \text{Salaires publiques} + \text{Achats publiques de biens de fonctionnement}$$

B - La situation financière de l'Etat.

Même si l'Etat a généralement un besoin de financement elle arrive qu'il présente une capacité de financement.

$$SF \text{ de l'Etat} = \text{Epargne publique} - \left(\text{investissement de l'Etat} + \text{Subv d'équipement} + \text{Aide à la Construct} \right)$$

* dépenses publique d'investissement

$$* DPI = * I \text{ publique} + \text{Subv d'équipement} + \text{Aide à la Construct}$$

* I = investissement

Subv d'équipement = Contribut° de l'Etat à l'investissement des E/se

Aide à la Construct = " = " des ménages

ex:

Soit les données suivante PIB marchand 1000 ; Salaire privé 300, Salaire publique 180, RNS 300 dh, RS Transfert 20 Revenu extérieur 15, impôt des ménages 80

impôt des E/se 220, ^{MI}CF 650, ^{IV}IM 60
 I E/se 240, I Etat 50, Subv Expl 12
 Subv équip 8, Achat publiques 52; Cotisation^{es}
 sociale = 6
 Calculez la situation financière de
 chaque agents.

→ Les ménages :

$$\begin{aligned}
 R.D. &= 320 + 300 + 180 + 20 + 15 - (80 + 6) \\
 &= 749.
 \end{aligned}$$

$$\begin{aligned}
 \text{Epargne} &= 749 - 650 \\
 &= 99
 \end{aligned}$$

$$\begin{aligned}
 SF &= 99 - 60 \\
 &= 39
 \end{aligned}$$

→ Les E/se

$$\begin{aligned}
 R.D. = \text{Epargne} &= 4000 + 12 - (320 + 300 + 220) \\
 &= 1792.
 \end{aligned}$$

$$\begin{aligned}
 SF &= 1792 + 8 - 240 \\
 &= -60.
 \end{aligned}$$

→ Etat.

$$\begin{aligned} RD &= 80 + 220 + 6 - (20 + 12) \\ &= 274 \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} E_{\text{paup.}} &= 274 - (180 + 62) \\ &= 32 \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} SF &= 32 - (8 + 50) \\ &= -26 \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} \text{Situation financière nationale} &= 39 - 60 - 26 \\ &= -47 \end{aligned}$$

Cette Nation enregistre un besoin de financement national de 47

$$S_{\text{nationale}} = 99 + 172 + 32 = 303.$$

$$I_{\text{national}} = 60 + 240 + 50 = 350.$$

$$\begin{aligned} \text{On remarque que } SN - IN &= 303 - 350 \\ &= -47 \end{aligned}$$

c-à-d 2^{ème} méthode pour calculer le besoin de financement.

Cette Nation doit recourir à l'épargne étrangère pour combler son besoin de financement.

C'est une Nation qui s'endette à l'étranger.

Une Nation qui a une capacité de financement se positionne en tant que prêteur sur le marché international.

Une Nation qui a un besoin de financement se positionne en tant qu'emprunteur sur le marché international.

$$\begin{aligned}\text{Epargne intérieure} &= SN - \text{Revenu extérieur} \\ &= 303 - 15 \\ &= 288\end{aligned}$$

Dans ces conditions, le besoin de financement sera de $288 - 350 = -62$ et le recours à l'épargne sera plus important.
Des transferts des travailleurs

Section 2: Les agrégats

Ce sont des grandeurs économiques globales dans l'évolution, permet de juger l'évolution de l'économie nationale.

Ce sont des grandeurs synthétiques très significative de la SE du pays.

I. Le PIB:

C'est la valeur monétaire des biens et des services réalisée au cours de l'année civile par les résidents du pays.

Un résident est une personne physique ou morale qui séjourne régulièrement dans le pays quelque soit sa nationalité. Le terme brut signifie que les amortissements sont encore inclus.

$$PIB = PIB \text{ marchand} + VA \text{ non marchande}$$

C'est à travers l'évolution du PIB d'une année à l'autre que l'on détermine le taux de croissance économique du pays.

$$\text{Taux de Croissance} = \frac{\text{PIB}(t) - \text{PIB}(t_0)}{\text{PIB}(t_0)} \times 100$$

ex: $\text{PIB}_{2009} = 5000$ (Valeur monétaire)

$\text{PIB}_{2010} = 5500$ (" ")

$$\text{Taux de croissance} = \frac{5500 - 5000}{5000} = 10\%$$

On distingue la croissance en terme monétaire et en terme réel (croissance en volume, croissance au prix constant). La 1^{ère} s'explique par l'évolution de la qte produite et des prix, la seconde par la qte produite et l'évolution des prix, la seconde s'explique par l'évolut^{on} de la qte produite.

Pour passer de la première à la seconde on doit retrancher de la 1^{ère} l'effet de l'évolution des prix.

Supposons dans notre exemple le taux d'inflation en 2010 est de 6%, on peut faire le calcul suivant:

$$\begin{aligned} \text{Indice de croissance en volume} &= \frac{\text{Indice de croissance}}{\text{indice de prix}} \times 100 \\ &= \frac{110}{106} \times 100 = 103,77 \end{aligned}$$

Cela signifie que la croissance en volume dans le pays a été de 3,4%.

Il ne faut pas confondre la croissance et le développement, la croissance est une évolution quantitative, le développement est une évolution quantitative et qualitative et qui se caractérise (un processus à LT) par un accroissement de richesse matériel du pays (développement des infrastructures) et par des transformations structurelles : urbanisation, industrialisation et spécialisation de l'économie, amélioration de la qualité de l'enseignement, de la santé publique.

Le développement se traduit par amélioration du niveau de vie et de bien-être de la population.

II - Le PNB :

Le PNB est égale au PIB diminué des

transfert vers l'extérieur effectués par les résidents étrangers et augmenté des transferts vers le pays effectués par les nationaux non résidents.

$$\begin{aligned} \text{PNB} &= \text{PIB} + \text{Solde des revenus extérieurs} \\ &= 1180 + 15 = 1195 \end{aligned}$$

Pour déterminer le niveau de richesse d'un pays on calcule le PNB par habitant.

$$\text{RDN} = 749 + 172 + 274 = 1195.$$

On démontre ainsi que le PNB exprime en même temps le RND.

II. La dépense nationale brute :

Elle rassemble des dépenses de C^m et les dépenses d'investissement de la Nation.

$$\text{DNB} = C^m_{\text{national}} + \text{Investissement}_{\text{national}} \\ (CN) \quad (IN)$$

$$\begin{aligned} CN &= C^m_{\text{des ménages}} + C^m_{\text{publique}} \\ &= 650 + (180 + 62) \\ &= 892 \end{aligned}$$

$$\text{DNB} = 892 + 350 = 1242$$

$$PNB = PIB - \text{Transport exterieur} + \text{Transport interieur} + SRE$$

Cette Nation dépense 1242 en achat des biens de consommation et d'investissement. elle dispose d'un revenu disponible 1195

$$PNB - DNB = 1195 - 1242 = -47 \text{ (SFN)}$$

$$PNB - CN = 1195 - 892 = 303 \text{ (EN)}$$

$$EN = PNB - CN$$

IV Le solde de la balance de paiement.
Courant : (SBPC)

Balance de paiement	mouvement de M/E	Balance Comm au sens strict	balance Comm au sens large	balance du paiement courant
	mouvement de Services			
	= mouvements de Revenu			
	mouvement de Capitaux			

$$SBPC = (X - M) + SRE$$

Supposons dans notre exemple que $X = 320$
et $M = 382$ ($SRE = 15$)

$$SBPC = (320 - 382) + 15 = -47 \text{ (SFN)}$$

Soient les données suivantes :

PIB marchand = 1000 dh

$X = 300$

$M = 380$

BFN = 10

PNB = 1120

SN = 360

G ménage = 620

Achats publics = 60

Calculer IN et le PIB par 2 méthodes ?

SN = IN - Situation financière nationale

$$360 - IN = -10$$

$$IN = 370$$

On sait que $PNB = PIB + \text{solde des revenus extérieurs}$

$$SBPC = (300 - 350) + RE$$

$$1120 = PIB - 40$$

$$PIB = 1080$$

2^{ème} méthode :

on sait que :

$$PIB = PIB \text{ marchand} + \text{Salair public}$$

$$\text{et } CP = \text{Salair public} + \text{achat public}$$

$$\text{et } CN = C \text{ des ménages} + C^p \text{ publique}$$

$$\text{et } SN = PNB - CN$$

$$360 = 1120 - CN$$

$$CN = 760$$

$$760 - 620 = C^p \text{ pub} = 140$$

$$140 - \text{Achat pub (60)} = \text{Salair pub} = 80$$

$$PIB = 1000 + 80 = 1080$$

L'équilibre macroéconomique

Il y a équilibre macroéconomique lorsque
l'offre globale = la demande globale.
production \rightarrow EVK \rightarrow RN

Section 1. L'équilibre dans la théorie Néoclassique.
Les Néoclassiques montrent que les thèses classiques sont
justes mais en utilisant de nouvelles méthodes.

Ce sont des économistes ultralibéraux : ils
rejettent fermement l'intervention de
l'état dans l'économie.

Pour les NC, l'économie est composée de

3 principaux marchés : le marché des
biens et services, des capitaux, de
travail. pourquoi il y a-t-il un équilibre
général il faut qu'il y ait équilibre
sur les 3 marchés.

L'équilibre partiel est celui des
sommes des 3 marchés.

L'équilibre se réalise sur chacun des 3 marchés grâce aux mécanismes spontanés du marché.

1. Sur le marché de bien et service la libre fluctuation ^{des prix} permet l'établissement de l'équilibre ($\text{Offre} = \text{demande}$).

2. Sur le marché des capitaux la libre fluctuation de taux d'intérêt permet l'égalisation de S et I .

3. Sur le marché de travail la libre fluctuation des salaires permet l'établissement de l'égalité entre l'offre et la demande de travail. Ainsi pour les NC plus les salaires diminuent plus les E/s embauchent et plus le chômage diminue et cela va continuer jusqu'au salaire d'équilibre au niveau duquel il n'y a plus d'offres de travail.

Ainsi lorsque le mécanisme du marché fonctionne librement, le seul chômage possible est celui volontaire.

→ Pour les NC lorsque l'Etat intervient par l'institution d'un salaire minimum l'économie connaît un chômage auto, que le chômage volontaire.

En effet, les E/ce n'embauchent que les individus dont l'apport au P^o est supérieur au salaire minimum.

Dans ces conditions, les travailleurs sans qualification, les travailleurs immigrés et certaines catégories de femmes ne peuvent être employés.

Section 2 : l'équilibre Keynésien

La théorie Keynésienne a fait son apparition après la crise 1929 -

Comme les NC Keynes est pessimiste mais contrairement au NC il reconnaît que le capitalisme comporte au présent des insuffisances auxquelles on peut remédier par l'intervention

de l'Etat.

une situation dans laquelle la $P^e > C^e$ est considérée comme une crise de sous C^e et non une crise de Surproduit. Dans ces conditions, par l'intervention de l'Etat on doit pousser la C^e vers le niveau de P^e .

Pour Keynes le chômage non volontaire est possible. Les E/s ne recrutent pas parce que le salaire diminue mais en baisse pour augmenter la P^e et cela arrive lorsqu'elle anticipe un accroissement de la demande. Donc c'est pas la baisse des salaires qui réduit le chômage mais l'accroissement de la demande.

En plus il estime qu'une baisse des salaires peut augmenter le chômage.

Baisse des salaires \Rightarrow baisse du pouvoir d'achat \Rightarrow baisse de la demande \Rightarrow les E/s réduisent la P^e et licencient les salariés.

Dans une économie fermée (qui n'a pas de relation avec le reste du monde) la demande globale est la somme des demandes et C^I et investissement

$$DG = C^o + I$$

L'investissement n'est pas fonction de revenu (P^o). Il dépend de l'évolution du taux d'intérêt.

L'investissement est une fonction décroissante du taux d'intérêt, ainsi lorsque le taux d'intérêt augmente l'investissement baisse.

Si maintenant l'investisseur n'a pas besoin d'emprunter il dispose d'un capital personnel il n'investira pas si le taux d'intérêt est élevé parce qu'il préférera les placements financiers.

L'investissement dépend aussi de la D future, si la C^o est fonction de l'évolution du revenu, c'est une f^o .

croissance du revenu

$$C = f(R) = aR + b$$

"a" = propension marginale à consommer

$$= \frac{\Delta C}{\Delta R} = \text{la } \Delta \text{ de } C \text{ qui résulte de la } \Delta \text{ de revenu}$$

Ne pas confondre avec la propension moyenne à consommer $\left(\frac{C}{R}\right)$

"b" = C^0 incompressible (ne pas réduire niveau de C^0 quand $R=0$)

$$R = C + S$$

$$S = R - C$$

$$S = R - (aR + b)$$

$$S = R(1-a) - b = S = f(R)$$

$$R = OG$$

$$(1-a) = \frac{\Delta S}{\Delta R} \Rightarrow \text{propension marginale à épargner}$$

$$C + I = DG$$

→ à l'équilibre : $(OG = DG)$

$$R = C + I$$

$$C + S = C + I$$

$$S = I$$

Pour tout revenu autre que le revenu d'équilibre l'égalité d'équilibre devient:

$$S = I + \Delta \text{Stock}$$

En effet les Stocks jouent un rôle d'ajustement entre les ressources et les emplois ($OG > DG \Rightarrow \text{Stock} \uparrow$)
($OG < DG \Rightarrow \text{Stock} \downarrow$).

ex:

Soient les données suivantes:

$$a = 0,6$$

1. Calculez le revenu d'équilibre

$$b = 10$$

et ΔStock pour $R = 110$.

$$I = 30$$

1.

$$S = I$$

$$(1-a) R - b = I$$

$$0,4 R - 10 = 30$$

$$R = \frac{40}{0,4} = 100$$

2.

$$S = I + \Delta \text{Stock}$$

$$(0,4 \times 110) - 10 = 30 + \Delta \text{Stock}$$

$$44 - 10 = 30 + \Delta \text{Stock}$$

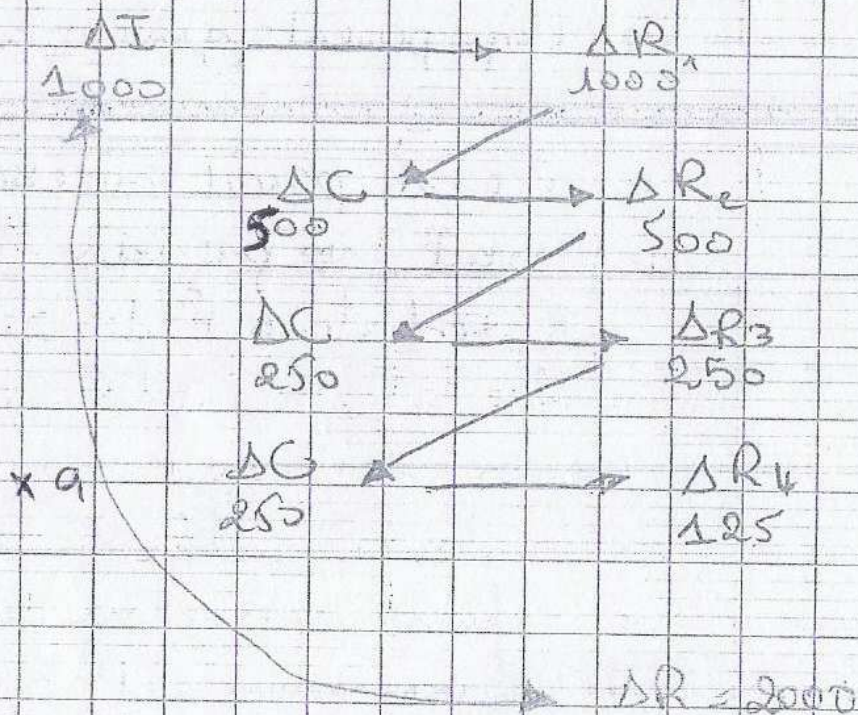
$$34 - 30 = 4 = \Delta \text{Stock}$$

Contrairement Au Neoclassique pour laquelle, l'équilibre est une situation généralisée à l'ensemble de marchés, Pour Keynes il suffit que $D \text{ et } D^o$ soit égaux sur le marché des biens et services qu'il y a équilibre macro-économique mais ce sera un équilibre de sous-emploi.

Pour passer d'une situation de sous-emploi à une situation de plein emploi de l'équipement grâce à l'accroissement de la D . A ce niveau l'intervention de l'Etat paraît nécessaire. Cette intervention va prendre 2 formes : la redistribution des revenus. Grâce à cette redistribution, les revenus des agents qui ont une forte propension marginale à consommer augmentent ce qui va augmenter leurs consommations et inciter les E/S à augmenter la P^o .

1. d'investissement public: On procédant
 à des I des infrastructures l'Etat
 injecte des revenus dans l'économie
 ce qui provoque un accroissement de
 la consommation auquel les E/S répondent
 par un accroissement de la P^o de revenu
 qui engendre un autre accroissement
 de la C^o et ainsi de suite jusqu'à
 la fin du processus appelé le mécanisme
 du multiplicateur "Keynésien"

EX : "a" = 0,5



Ce mécanisme est présenté par la relation $(K \Delta I = \Delta R)$
 $\Delta R = RPE - RSE$

RPE = revenu
de plein
emploi

K = multiplicateur = $\frac{1}{1-a}$

RSE = revenu
de sous emploi

On remarque que les accroissements successifs du revenu sont de plus en plus faibles, cela s'explique par la fuite que constitue l'épargne

Ex:

$$a = 0,6$$

$$RPE = 220$$

$$b = 20$$

$$T = 60$$

1/ Calculer l' ΔI qui permet d'atteindre 220.

2/ quel est le chômage éliminé au niveau de 220 et celui qui reste.

$$K \Delta I = \Delta R$$

$$K = \frac{1}{1 - 0,6} = 2,5$$

$$\Delta R = 220 - RSE$$

$$S = I$$

$$(1 - 0,6) R - 20 = 60$$

$$R = \frac{80}{0,4} = 200$$

$$\Delta R = 220 - 200 = 20$$

et donc $2,5 \Delta I = 20$

$$\Delta I = \frac{20}{2,5} = 8$$

Le chômage éliminé au niveau de 220 est le chômage conjonctuel (celui qui est associé à la sous utilisation de l'équipement)
le chômage qui reste est le structurel (insuffisance de l'équipement)